



BANQUE LAURENTIENNE

COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

LE 27 MAI 2005

LA BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA DÉCLARE UN REVENU NET DE 10,6 MILLIONS \$ POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE 2005

Sommaire des résultats

La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un revenu net de 10,6 millions \$, ou 0,33 \$ dilué par action ordinaire, pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2005, comparativement à un revenu net de 11,4 millions \$, ou 0,42 \$ dilué par action ordinaire, pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2004. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'élevait à 4,6 % pour ce deuxième trimestre 2005, comparativement à 5,9 % pour la même période en 2004. En excluant la perte de 0,3 million \$ liée aux activités abandonnées, le revenu des activités poursuivies s'établissait à 11,0 millions \$, ou 0,34 \$ dilué par action ordinaire, pour le trimestre. En excluant le gain de 4,4 millions \$ (3,8 millions \$ net des impôts sur le revenu, ou 0,16 \$ dilué par action ordinaire) réalisé grâce à la vente du portefeuille de prêts Visa pour l'Ontario et l'Ouest canadien, le revenu net pour le deuxième trimestre 2004 se serait élevé à 7,6 millions \$, ou 0,26 \$ dilué par action ordinaire.

Pour le premier semestre de l'exercice financier 2005, le revenu net s'élevait à 27,9 millions \$, ou 0,93 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à un revenu net de 23,0 millions \$, ou 0,85 \$ dilué par action ordinaire, en 2004. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 6,5 % pour ce semestre terminé le 30 avril 2005, comparativement à 6,0 % pour la même période en 2004.

Le président et chef de la direction de la Banque Laurentienne, M. Raymond McManus, a commenté les résultats du deuxième trimestre 2005 en ces termes : « Il me fait plaisir de souligner que nous avons atteint nos objectifs de revenus nets pour ce trimestre et aussi pour le premier semestre. Je suis particulièrement satisfait de la qualité de nos revenus. L'évolution du revenu net d'intérêt, qui s'est amélioré de manière soutenue depuis le début de l'année, représente une réalisation de première importance. De plus, la croissance des volumes de prêts et de dépôts réalisée au cours du trimestre, témoigne bien des progrès que nous avons accomplis depuis la mise en œuvre de notre plan. »

RAPPORT DE GESTION

Rendement et objectifs financiers

La Banque Laurentienne rend publics ses objectifs financiers au début de chaque exercice financier et rend compte ensuite de ses résultats réels sur une base trimestrielle. La Banque n'a pas pour pratique de fournir des objectifs de revenus sur une base périodique. Présenté strictement à des fins d'information, le tableau ci-dessous permet de comparer le rendement aux objectifs définis par la direction pour l'exercice financier 2005.

Rendement pour 2005	Objectifs 2005	Semestre terminé le 30 avril 2005 (réel)
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	4,5 % à 5,5 %	6,5 % [5,0 % découlant des activités poursuivies]
Revenu net dilué par action	1,30 \$ à 1,60 \$ (12 mois)	0,93 \$ [0,72 \$ découlant des activités poursuivies]
Revenu total	480 millions \$ à 490 millions \$ (12 mois)	237 millions \$
Ratio d'efficacité	79 % à 77,5 %	77,8 %
Ratios de capital		
Première catégorie	Minimum de 9,5 %	10,2 %
Total	Minimum de 13,0 %	12,9 %
Qualité du crédit (pertes sur prêts en % de l'actif moyen)	0,25 % à 0,22 %	0,23 %

Faits saillants

Cette section présente les faits saillants des activités du deuxième trimestre terminé le 30 avril 2005, ainsi que les éléments significatifs affectant les résultats, comparativement au deuxième trimestre 2004 et au premier trimestre 2005.

Éléments significatifs affectant les résultats

- Le revenu total s'élevait à 118,0 millions \$ au deuxième trimestre 2005, comparativement à 121,5 millions \$ au deuxième trimestre 2004. Ce dernier résultat inclut le gain avant impôts sur le revenu de 4,4 millions \$ réalisé grâce à la vente du portefeuille de prêts Visa pour l'Ontario et l'Ouest canadien conclue en 2004. Le revenu net d'intérêt s'est apprécié et s'établissait à 79,1 millions \$, ou 2,02 % de l'actif moyen, pour le deuxième trimestre 2005, comparativement à 64,8 millions \$, ou 1,61 % de l'actif moyen pour le deuxième trimestre 2004. Les autres revenus ont diminué de 17,7 millions \$, passant de 56,6 millions \$ au deuxième trimestre 2004 à 38,9 millions \$ au deuxième trimestre 2005. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des revenus des activités de trésorerie et de marchés financiers, au gain réalisé grâce à la vente du portefeuille de prêts Visa en 2004, ainsi qu'à la diminution des revenus de titrisation.
- Les frais autres que d'intérêt ont légèrement diminué, principalement au chapitre des autres dépenses, et s'établissaient à 92,8 millions \$ pour le deuxième trimestre 2005, comparativement à 94,2 millions \$ pour le deuxième trimestre 2004.
- Le ratio d'efficacité (soit les dépenses divisées par le revenu total) s'établissait à 78,6 % pour le deuxième trimestre 2005, comparativement à 77,5 % pour le deuxième trimestre 2004. Le ratio d'efficacité pour le deuxième trimestre 2004 a bénéficié de la vente du portefeuille de prêts Visa.

- La provision pour pertes sur prêts s'élevait à 8,8 millions \$ au deuxième trimestre 2005, comparativement à 10,5 millions \$ au deuxième trimestre 2004.
- Les résultats pour le semestre terminé le 30 avril 2005 ont essentiellement été influencés par les mêmes facteurs qui ont contribué aux résultats du trimestre terminé à cette date. L'amélioration importante de la marge nette d'intérêt a été contrebalancée en partie par la diminution des autres revenus tirés des activités de trésorerie et de marchés financiers.

Autres événements significatifs

- Le 7 mars 2005, la Banque et le syndicat représentant une partie de ses employés ont annoncé que le tribunal d'arbitrage avait rendu une décision finale relativement à la convention collective. Cette convention sera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2007. La Banque et le syndicat ont tous deux déclaré qu'ils étaient satisfaits de la décision du tribunal d'arbitrage. Cette décision couvre tous les aspects de la convention collective qui n'avaient pas déjà été couverts par la décision partielle rendue au mois de décembre 2004.
- Comme le stipule l'entente conclue au cours du premier trimestre 2005 concernant la vente de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs à l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers (Industrielle Alliance), la Banque continue à distribuer les Fonds R et distribue également les fonds communs de placement de l'Industrielle Alliance. Le montant de la vente était assujéti à certaines clauses de récupération dont l'une stipulait que la Banque rembourserait à l'Industrielle Alliance un montant de 5,2 millions \$ pour chacune des cinq prochaines années, pour un montant total de 26,2 millions \$, si les ventes nettes annuelles de fonds communs de placement au 31 décembre n'atteignaient pas 50 millions \$. Cette portion du prix de vente a initialement été reportée et sera reconnue aux résultats au cours des cinq prochaines années lorsque les conditions de vente seront considérées comme étant atteintes. Au 30 avril 2005, les ventes nettes s'établissaient à 70,3 millions \$. Compte tenu de l'incertitude quant au niveau des ventes, aucun revenu n'a été comptabilisé au deuxième trimestre 2005. La situation sera réexaminée en profondeur au terme du quatrième trimestre 2005.

Analyse des résultats consolidés

Le revenu total s'élevait à 118,0 millions \$ au deuxième trimestre 2005, comparativement à 121,5 millions \$ au deuxième trimestre 2004, soit une diminution de 3,5 millions \$. Cette variation reflète l'effet conjugué de l'augmentation, de l'ordre de 14,3 millions \$, du revenu net d'intérêt qui est passé de 64,8 millions \$ au deuxième trimestre 2004 à 79,1 millions \$ au deuxième trimestre 2005, et de la diminution, de l'ordre de 17,7 millions \$, des autres revenus par rapport à la même période de l'exercice financier précédent.

L'augmentation de 14,3 millions \$ du revenu net d'intérêt par rapport au deuxième trimestre 2004 est en grande partie attribuable aux stratégies de gestion actif-passif plus rigoureuses mises en œuvre en 2004, ainsi qu'au rachat de 200 millions \$ de débentures en 2004 et 2005. La diminution de 17,7 millions \$ des autres revenus est principalement attribuable à une baisse des revenus des activités de trésorerie et de marchés financiers de l'ordre de 9,8 millions \$. Le gain de 4,4 millions \$ réalisé grâce à la vente du portefeuille de prêts Visa pour l'Ontario et l'Ouest canadien, de même que le gain de titrisation de 1,3 million \$, comptabilisés en 2004, avaient eu un effet positif sur les résultats annoncés lors de l'exercice financier précédent.

Comparativement au premier trimestre 2005, le revenu net d'intérêt a augmenté de 3,4 millions \$, et ce, en dépit du fait que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins. La Banque a tiré parti de l'amélioration des marges, d'une gestion actif-passif plus rigoureuse, de la contribution positive du portefeuille de liquidités, et de la croissance des portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts personnels. Les autres revenus ont diminué de 4,6 millions \$, un résultat attribuable à la

diminution de la contribution des activités de trésorerie et de marchés financiers ainsi qu'à la diminution des revenus de titrisation, contrebalancées en partie par l'augmentation des revenus d'assurance ainsi que des frais et commissions sur les prêts et les dépôts.

La provision pour pertes sur prêts s'élevait à 8,8 millions \$, ou 0,22 % de l'actif moyen, au deuxième trimestre 2005, comparativement à 10,5 millions \$, ou 0,26 % de l'actif moyen au deuxième trimestre 2004. La baisse de la provision reflète l'amélioration de la qualité de tous les portefeuilles de prêts qui bénéficient d'un environnement économique favorable. Au premier trimestre 2005, la provision pour pertes sur prêts, légèrement supérieure, s'élevait à 9,8 millions \$.

Les prêts douteux nets sont demeurés relativement stables et s'établissaient à -5,2 millions \$ au 30 avril 2005, comparativement à -5,8 millions \$ au terme du premier trimestre 2005. Au 31 octobre 2004, les prêts douteux nets s'établissaient à -13,0 millions \$. Les prêts douteux bruts ont diminué et s'établissaient à 113,4 millions \$ au 30 avril 2005, comparativement à 127,0 millions \$ au 31 octobre 2004. La provision générale de la Banque est demeurée inchangée comparativement au 31 janvier 2005 et à la clôture de l'exercice financier 2004, et s'établissait à 65,3 millions \$ au 30 avril 2005. La note 3 des états financiers consolidés intermédiaires fournit de plus amples renseignements à ce sujet.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 1,5 %, et s'établissaient à 92,8 millions \$ au deuxième trimestre 2005, comparativement à 94,2 millions \$ au deuxième trimestre 2004. Les salaires et les autres avantages sociaux des employés sont demeurés relativement stables, alors que les augmentations salariales en 2005 ont été contrebalancées par la diminution du nombre d'employés. Les autres frais ont également diminué, légèrement, en raison d'une baisse des taxes à la consommation et autres impôts indirects, ainsi que des honoraires professionnels, contrebalancée en partie par une augmentation des frais de marketing et de développement des affaires.

Comparativement au premier trimestre 2005, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 1,1 million \$, un résultat attribuable principalement à l'augmentation des frais de marketing et de développement des affaires.

Le ratio d'efficacité (soit les dépenses divisées par le revenu total) s'établissait à 78,6 % au deuxième trimestre 2005, comparativement à 77,5 % au deuxième trimestre 2004. Le ratio d'efficacité plus bas en 2004 s'explique principalement par le niveau plus élevé des autres revenus lié, entre autres, au gain réalisé grâce à la vente du portefeuille de prêts Visa pour l'Ontario et l'Ouest canadien.

Les impôts sur le revenu s'élevaient à 5,5 millions \$ (taux d'imposition effectif de 33,5 %) pour le deuxième trimestre 2005, comparativement à 4,7 millions \$ (taux d'imposition effectif de 28,3 %) pour le deuxième trimestre 2004, et à 5,7 millions \$ (taux d'imposition effectif de 32,0 %) pour le premier trimestre 2005. En 2004, les impôts moins élevés sur le gain réalisé grâce à la vente du portefeuille de prêts Visa ont contribué à la réduction du taux d'imposition effectif.

Analyse de la situation financière

L'actif au bilan s'établissait à 16,7 milliards \$ au 30 avril 2005, comparativement à 16,6 milliards \$ au 31 octobre 2004. L'augmentation des valeurs mobilières et des prêts a contrebalancé les diminutions des actifs achetés en vertu d'ententes de revente et des liquidités.

Le portefeuille de prêts et d'acceptations bancaires s'établissait à 11,7 milliards \$ au 30 avril 2005, comparativement à 11,4 milliards \$ au 31 octobre 2004. Cette augmentation de 293 millions \$, réalisée essentiellement au cours des trois derniers mois, est dû à la solidité du marché des prêts hypothécaires résidentiels et à la demande soutenue en matière de crédit personnel, y compris les

prêts REER. Les prêts commerciaux, incluant les acceptations bancaires, sont demeurés relativement stables au cours du semestre, alors que les prêts hypothécaires commerciaux ont diminué de 33,6 millions \$.

Le total des dépôts des particuliers a augmenté de 2 %, ou 225 millions \$, au cours du semestre et s'élevait à 10,7 milliards \$ au 30 avril 2005, comparativement à 10,5 milliards \$ au 31 octobre 2004. Les dépôts d'entreprises et autres dépôts sont demeurés stables, à 2,5 milliards \$. La Banque continue de bénéficier de sources de financement diversifiées et stables grâce aux dépôts des particuliers. Au 30 avril 2005, les dépôts des particuliers représentaient 81 % du total des dépôts qui s'élevait à 13,2 milliards \$.

La Banque ajuste continuellement le niveau de ses liquidités afin de répondre aux engagements relatifs au portefeuille de dépôts, ainsi qu'à ses autres engagements, tout en optimisant les rendements. Les valeurs mobilières et les liquidités s'élevaient à 3,5 milliards \$ au 30 avril 2005, comparativement à 3,3 milliards \$ au terme de l'exercice financier 2004.

Le capital total de la Banque, composé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, des actions privilégiées et des débetures, s'établissait à 1 095 millions \$ au 30 avril 2005, comparativement à 1 137 millions \$ au 31 octobre 2004. Cette diminution est essentiellement attribuable au rachat des débetures Série 8 restantes pour un montant de 50,5 millions \$ au cours du premier trimestre.

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ont augmenté à 685 millions \$ au 30 avril 2005, alors qu'ils s'élevaient à 677 millions \$ au 31 octobre 2004. Le nombre d'actions ordinaires en circulation au 30 avril 2005 s'élevait à 23 511 343, et la valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque a augmenté à 29,14 \$, alors qu'elle s'établissait à 28,78 \$ à la clôture de l'exercice financier 2004.

Les ratios de capital BRI de première catégorie et de capital total atteignaient respectivement 10,2 % et 12,9 % au 30 avril 2005, comparativement à 10,5 % et 14,0 % au 31 octobre 2004. Cette diminution est principalement attribuable au rachat de débetures et à l'augmentation des volumes de prêts. Le ratio des capitaux propres tangibles (soit les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires moins les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels) sur l'actif pondéré en fonction des risques s'établissait à 7,4 %, comparativement à 7,6 % au 31 octobre 2004.

Au cours de sa réunion tenue le 27 mai 2005, le conseil d'administration, tenant compte des résultats satisfaisants et de la solide situation financière de la Banque, telle qu'attestée par ses ratios de capital, a annoncé le paiement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 9 juin 2005, ainsi que le paiement d'un dividende de 0,29 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} août 2005 aux actionnaires inscrits en date du 4 juillet 2005.

L'actif administré s'élevait à 13,7 milliards \$ au 30 avril 2005, comparativement à 13,6 milliards \$ au 31 janvier 2005 et à 14,9 milliards \$ au 31 octobre 2004. L'actif administré a légèrement augmenté au cours du deuxième trimestre, alors que la diminution par rapport au 31 octobre 2004 est attribuable à la vente de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs au cours du premier trimestre.

Information sectorielle

Le développement des affaires de la Banque a encore produit des résultats encourageants au cours du deuxième trimestre 2005, particulièrement en ce qui concerne l'augmentation des volumes de prêts dans les secteurs d'activité Services financiers aux particuliers et B2B Trust. Bien que le revenu net d'intérêt ait diminué par rapport au trimestre précédent, principalement en raison du fait que le deuxième trimestre compte moins de jours, les marges sont demeurées solides pour tous les secteurs d'activité. De plus, la diminution des pertes sur prêts a contribué de manière positive aux résultats du secteur d'activité Services financiers aux entreprises.

Contributions au revenu net

(en millions \$)	Services financiers aux particuliers	Services financiers aux entreprises	B2B Trust	Valeurs mobilières Banque Laurentienne	Autres	Total [note 1]
2^e tr. 2005						
Revenu net	4,7	7,0	3,4	0,8	(5,3)	10,6
	30 %	44 %	21 %	5 %	s.o.	100 %
1^{er} tr. 2005 [note 2]						
Revenu net	7,0	5,0	4,2	0,9	0,2	17,3
	41 %	29 %	25 %	5 %	s.o.	100 %
2^e tr. 2004						
Revenu net	7,3	4,7	3,2 [note 3]	1,0	(4,8)	11,4
	45 %	29 %	20 %	6 %	s.o.	100 %

Note 1 : Pourcentage de la contribution des quatre secteurs d'activité au revenu net, à l'exclusion du secteur Autres.

Note 2 : Au cours du deuxième trimestre, la Banque a réexaminé certains paramètres de son modèle de prix de cession interne. Ces changements ont eu principalement un effet sur le revenu net d'intérêt des secteurs d'activité Services financiers aux particuliers et B2B Trust où la marge associée à certains dépôts a été ajustée. L'impact des changements sur les résultats du premier trimestre 2005 est décrit en détail à la note 9 des états financiers consolidés intermédiaires. Ces changements n'ont pas eu d'effet sur les résultats totaux de la Banque.

Note 3 : Sur la base d'une participation de 77 %, avant la privatisation de B2B Trust au mois de juin 2004.

Services financiers aux particuliers

Les résultats du secteur d'activité Services financiers aux particuliers s'établissaient à 4,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2005, comparativement à 7,0 millions \$ pour le premier trimestre 2005. La diminution de 3,2 millions \$ du revenu net d'intérêt, attribuable principalement en raison du fait que le deuxième trimestre compte moins de jours, a été contrebalancée en partie par l'augmentation des autres revenus. Les pertes sur prêts ont également augmenté, soit de 1,6 million \$, par rapport au premier trimestre 2005.

Comparativement au deuxième trimestre 2004, le revenu net a diminué de 2,6 millions \$. Les résultats pour ce deuxième trimestre 2004 incluaient une part de 2,4 millions \$ (2,1 millions \$ net des impôts sur le revenu) du gain réalisé grâce à la vente du portefeuille de prêts Visa pour l'Ontario et l'Ouest canadien, attribuée au secteur d'activité Services financiers aux particuliers. En excluant l'impact de ce gain, la diminution de la rentabilité est principalement attribuable à l'augmentation des pertes sur prêts, que l'amélioration du revenu net d'intérêt n'a pas réussi à contrebalancer entièrement.

Les volumes de prêts ont augmenté de 165 millions \$ au cours du deuxième trimestre, un résultat significatif qui met en relief la capacité de la Banque à assurer la croissance de ses portefeuilles. La Banque accomplit d'ailleurs des progrès dans la poursuite de ses objectifs de ventes pour l'ensemble de ses produits. Les ventes de prêts hypothécaires résidentiels augmentent grâce à l'effet conjugué d'initiatives sur différents plans, que ce soit la plus grande visibilité de la Banque, les efforts de marketing direct ciblés, ou l'efficacité sans cesse croissante des employés en matière de ventes, entre autres.

La campagne REER a atteint de nouveaux sommets cette année, surpassant même la campagne précédente qui avait elle-même constitué une année record. L'effet combiné de la force de vente et de la stratégie de marketing ont contribué à l'atteinte d'excellents résultats, tant en matière de produits garantis que de fonds communs de placement. Les dépôts recueillis au cours de cette campagne représentent une importante source de financement pour la Banque. La campagne publicitaire conçue pour soutenir la campagne REER a également reçu un accueil très favorable, grâce à une stratégie de placement médias percutante et à une thématique saisissante, *la Malretraite*.

Les cinq premières boutiques de services financiers, ouvertes au cours du premier trimestre dans le cadre de la stratégie d'expansion du réseau de succursales de la Banque, sont maintenant complètement opérationnelles. Grâce au dynamisme des employés, à une stratégie promotionnelle audacieuse et à des activités de marketing direct efficaces, les résultats obtenus jusqu'à maintenant sont encourageants. Les travaux ont déjà débuté en vue de l'ouverture de trois nouvelles boutiques à Chambly, à Vaudreuil-Dorion et à Boisbriand. Plusieurs projets de rénovation de succursales sont également prévus pour cette année, conformément au plan d'affaires de la Banque.

Le succès du Café-Banque Espresso à Outremont, sur l'île de Montréal, a convaincu la Banque à annoncer un deuxième projet semblable. Ainsi, la succursale située sur l'avenue du Parc dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal sera transformée en Café-Banque Espresso, toujours en collaboration avec Van Houtte.

La Banque a lancé de nouveaux produits au cours du deuxième trimestre 2005. Avec sa nouvelle *Hypothèque 6 mois gratuits*, elle devient la seule institution financière au Canada à offrir un produit où la Banque assume entièrement les six premiers mois d'hypothèque (capital et intérêts pour un terme de cinq ans et d'un amortissement de 25 ans). Ce produit est particulièrement avantageux pour les premiers acheteurs. La Banque a également lancé une nouvelle carte de crédit, *Ma Récompense*, qui offre un programme de récompenses échangeables auprès d'un important groupe de marchands participants, à des frais mensuels peu élevés.

Après six mois d'évaluation en mode pilote, la Banque a décidé de déployer l'offre de services de Western Union, visant les transferts de fonds internationaux et paiements de factures, à l'ensemble de son réseau de succursales. Toutes les succursales seront donc en mesure d'offrir ces services à leurs clients, et ce, à compter de la mi-juin. La Banque considère qu'il s'agit là d'une occasion d'affaires très intéressante puisqu'elle lui permettra de se rapprocher de ses clients et de clients potentiels futurs, particulièrement ceux issus des communautés culturelles.

Services financiers aux entreprises

Le revenu net s'élevait à 7,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2005, comparativement à 5,0 millions \$ pour le premier trimestre 2005. Cette amélioration est essentiellement attribuable à la diminution des pertes sur prêts liée au règlement de certains prêts. Par ailleurs, la diminution du revenu net d'intérêt, attribuable à la durée du trimestre, a été contrebalancée par la diminution des frais autres que d'intérêt.

Comparativement au deuxième trimestre 2004, le revenu net s'est apprécié de 2,3 millions \$, un résultat attribuable principalement à la diminution des pertes sur prêts.

Au cours du deuxième trimestre, les activités dans le domaine du financement immobilier commercial se sont poursuivies et ont produit de très bons résultats, et ce, en dépit des indicateurs annonçant un ralentissement dans ce secteur. Dans le domaine du prêt agricole, la dynamique de croissance s'est également maintenue tout au long du deuxième trimestre. Une campagne de publicité directe, ciblée pour des clientèles établies dans certaines zones précises, devrait augmenter encore davantage les volumes d'affaires durant la seconde moitié de l'année.

Conformément aux plans, le groupe dédié aux petites et moyennes entreprises au Québec a ouvert un nouveau Centre d'affaires commerciales sur la Rive-Sud de Montréal. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de rapprocher les directeurs de comptes de leurs clients et de rehausser le développement des affaires. Au cours du troisième trimestre, un autre centre sera ouvert, cette fois à Laval, au nord de Montréal. Des initiatives de promotion par la poste et de télémarketing, destinées aux petites et moyennes entreprises, ont été mises en œuvre au cours du deuxième trimestre afin d'augmenter encore les parts de marché de la Banque dans ces secteurs. Cette campagne se poursuivra jusqu'à la fin de l'été.

B2B Trust

Le revenu net du secteur d'activité B2B Trust s'élevait à 3,4 millions \$ au deuxième trimestre 2005, comparativement à 4,2 millions \$ au premier trimestre 2005. Cette variation est principalement attribuable à une augmentation des pertes sur prêts liées au portefeuille de lignes de crédit à la consommation ainsi qu'aux dépenses saisonnières liées à la campagne REER. Au deuxième trimestre 2004, ce revenu net s'élevait à 3,2 millions \$, net d'une part des actionnaires sans contrôle de 0,7 million \$.

B2B Trust a continué d'accroître ses volumes de prêts personnels, avec une croissance de volume moyen de 7 %, d'un exercice financier à l'autre. Le portefeuille de prêts à l'investissement, dont la qualité de crédit demeure solide, continue de croître de manière soutenue depuis l'an dernier. Cette croissance résulte, entre autres, du succès des lancements de nouveaux produits et des ventes des produits actuels par l'entremise de nouveaux canaux de distribution.

En matière de prêts REER, les résultats ont également été positifs, alors que les volumes ont été supérieurs à l'an dernier. Les retombées conjuguées de *EASE*, le système innovateur d'adjudication en ligne de prêts REER, et de la campagne de marketing *Vous êtes aux commandes !* ont contribué à l'amélioration des résultats, et ce, dans un environnement très concurrentiel.

B2B Trust a poursuivi ses activités de développement des affaires et a conclu des ententes avec deux nouveaux partenaires : Acuity Funds Ltd. pour la distribution de prêts à l'investissement, et Equitable Life pour la distribution de prêts à l'investissement et de prêts REER. B2B Trust offre des prêts à l'investissement et des prêts REER à plus de 40 partenaires et de nombreux conseillers financiers qui comptent sur ses produits afin de compléter leur propre offre de produits.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne

Pour le deuxième trimestre 2005, le secteur d'activité Valeurs mobilières Banque Laurentienne a déclaré un revenu stable par rapport au premier trimestre 2005, soit 0,8 million \$. Les revenus et les dépenses ont diminué respectivement de 1,1 million \$ et 0,9 million \$, ce qui, essentiellement, reflète l'impact de la vente de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs au mois de décembre 2004. Au deuxième trimestre 2004, le revenu net s'élevait à 1,0 million \$, incluant la contribution de 36 millions \$ de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne a poursuivi ses efforts afin de rehausser sa présence dans le marché du courtage de détail en utilisant la même stratégie gagnante qui lui a déjà permis de se tailler une place de choix dans le marché institutionnel canadien. Au cours du deuxième trimestre, Valeurs mobilières Banque Laurentienne a ainsi lancé une campagne publicitaire visant à augmenter sa notoriété auprès des investisseurs et a également mené une campagne REER couronnée de succès.

Tout en concentrant ses énergies à consolider sa force de vente, Valeurs mobilières Banque Laurentienne procédera à l'ouverture de nouveaux bureaux dans des régions bien ciblées. Un premier bureau ouvrira officiellement ses portes au mois de juin sur la Rive-Sud de Montréal. Cet élargissement des points de service de la filiale lui permettra de mieux desservir sa clientèle et démontrera sa détermination à accroître sa part de marché du courtage de détail.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne est principalement active dans deux secteurs : il est un meneur au niveau du marché obligataire canadien et il poursuit le développement de ses activités de courtage de détail.

Secteur Autres

Le secteur Autres a déclaré une contribution négative de 5,3 millions \$ pour le deuxième trimestre 2005, comparativement à une contribution positive de 0,2 million \$ pour le premier trimestre 2005. En excluant l'impact des activités abandonnées, lié à la vente de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs au mois de décembre 2004, ces contributions se seraient établies toutes deux à -5,0 millions \$. L'amélioration du revenu net d'intérêt, attribuable aux stratégies de gestion actif-passif plus rigoureuses mises en œuvre en 2004 et au rachat de 50,5 millions \$ de débentures au mois de décembre 2004, a été contrebalancée par une diminution des autres revenus en raison de la baisse des revenus des activités de trésorerie et de marchés financiers ainsi que de la baisse des revenus de titrisation.

Les activités abandonnées ont généré une perte de 0,3 million \$ pour le trimestre alors que les résultats pour le premier trimestre 2005 incluaient le gain de 5,2 millions \$ réalisé grâce à la vente de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs ainsi que d'autres frais connexes.

Pour le deuxième trimestre 2004, les résultats s'établissaient à -4,8 millions \$, incluant une part de 2,0 millions \$ (1,7 million \$ net des impôts sur le revenu) du gain réalisé grâce à la vente du portefeuille de prêts Visa ainsi qu'un gain de titrisation de 1,3 million \$. Comparativement au deuxième trimestre 2005, les variations en ce qui concerne le revenu net d'intérêt et les autres revenus sont essentiellement attribuables aux mêmes facteurs que ceux décrits ci-dessus.

Modifications de conventions comptables à venir **Normes comptables sur les instruments financiers**

Le 27 janvier 2005, le Conseil des normes comptables a publié de nouvelles normes comptables sur les instruments financiers (*Résultat étendu; Couvertures; et Instruments financiers - comptabilisation et évaluation*). Les recommandations seront applicables pour la Banque aux exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2006. La Banque analyse actuellement les nouvelles normes.

À propos de la Banque Laurentienne du Canada

Fondée en 1846, la Banque Laurentienne se classe au septième rang des banques à charte canadienne (Annexe I) avec un actif au bilan de plus de 16 milliards \$ et un actif administré de près de 14 milliards \$. La Banque répond à l'ensemble des besoins bancaires et financiers des particuliers, des petites et moyennes entreprises, et des conseillers financiers indépendants en leur offrant des produits hautement concurrentiels et un service personnalisé de qualité supérieure. Les actions ordinaires de la Banque (symbole de l'action : LB) se transigent à la Bourse de Toronto.

Revenu net, excluant les éléments significatifs

Afin de faciliter l'analyse, le revenu net a été présenté en excluant les éléments significatifs à certains endroits dans le document. De l'avis de la direction, ces éléments significatifs, qui ont été exclus, devraient être pris en considération distinctement dans l'analyse du rendement de la Banque. Le revenu net, excluant les éléments significatifs, n'est pas établi conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, et pourrait ne pas être comparable au revenu net d'une autre entreprise.

Régie d'entreprise

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque Laurentienne du Canada ont examiné ce communiqué avant sa diffusion aujourd'hui. Les mesures de contrôle et les procédures adoptées par la Banque permettent au président et chef de la direction, ainsi qu'au premier vice-président exécutif et chef de la direction financière, de veiller à ce que les états financiers consolidés intermédiaires présentent une image fidèle.

Mise en garde concernant les énoncés prévisionnels

Le présent communiqué et les renseignements connexes peuvent contenir des énoncés prévisionnels, y compris des énoncés portant sur les affaires et le rendement financier escompté de la Banque Laurentienne du Canada. Ces énoncés sont assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent varier des résultats envisagés dans les énoncés prévisionnels. De telles variations peuvent être attribuables à divers facteurs, dont l'activité des marchés financiers mondiaux, les changements des politiques monétaires, fiscales et économiques des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et les conditions économiques en général, les développements de nature législative et réglementaire, la concurrence et les changements technologiques. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des énoncés prévisionnels pour prendre des décisions devraient soigneusement tenir compte des facteurs identifiés ci-dessus ainsi que d'autres incertitudes, et ne devraient pas accorder une confiance induite à de tels énoncés prévisionnels. La Banque Laurentienne ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, oraux ou écrits, émis par elle-même ou en son nom.

Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra le 27 mai 2005, à compter de 15 h 30. Pour écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement, le numéro de téléphone sans frais est 1-877-783-7570.

Pour écouter la conférence en différé, en tout temps de 18 h 00, le 27 mai 2005, à minuit, le 3 juin 2005, le numéro à composer est 1-800-408-3053, code 3150564#.

La conférence peut également être écoutée par le biais du site Web de la Banque – www.banquelaurentienne.ca – à la section Relations avec les investisseurs.

Ce site Web offre également de l'information financière additionnelle.

– 30 –

Chef de la direction financière

Robert Cardinal

(514) 284-4500 poste 7535

Relations médias et

Relations avec les investisseurs

Gladys Caron

(514) 284-4500 poste 7511

tél. cell. (514) 893-3963

Points saillants financiers

En millions de dollars, sauf les données par action (non vérifiées)	T2-05	T2-04	Variation en pourcentage T2-05/T2-04	Pour les périodes de six mois terminées les		Variation en pourcentage
				30 avril 2005	30 avril 2004	
Résultats						
Revenu net	10,6 \$	11,4 \$	(7,0) %	27,9 \$	23,0 \$	21,3 %
Revenu découlant des activités poursuivies	11,0 \$	11,4 \$	(3,5) %	23,0 \$	23,0 \$	- %
Revenu net attribuable						
aux actionnaires ordinaires	7,7 \$	9,9 \$	(22,2) %	21,9 \$	20,0 \$	9,5 %
Rendement des capitaux propres						
attribuables aux actionnaires ordinaires	4,6 %	5,9 %		6,5 %	6,0 %	
Par action ordinaire						
Revenu net dilué	0,33 \$	0,42 \$	(21,4) %	0,93 \$	0,85 \$	9,4 %
Revenu dilué découlant des activités poursuivies	0,34 \$	0,42 \$	(19,0) %	0,72 \$	0,85 \$	(15,3) %
Dividendes	0,29 \$	0,29 \$	- %	0,58 \$	0,58 \$	- %
Valeur comptable				29,14 \$	28,89 \$	0,9 %
Cours de l'action - clôture				26,52 \$	27,67 \$	(4,2) %
Situation financière						
Actif au bilan				16 671 \$	16 757 \$	(0,5) %
Actif administré				13 701 \$	15 781 \$	(13,2) %
Prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente, montant net				12 264 \$	12 160 \$	0,9 %
Dépôts de particuliers				10 679 \$	10 378 \$	2,9 %
Capitaux propres, part des actionnaires sans contrôle dans une filiale, passif lié aux actions privilégiées et débetures				1 095 \$	1 431 \$	(23,5) %
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)				23 511	23 482	0,1 %
Prêts douteux nets (en % des prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente)				- %	- %	
Actif pondéré en fonction des risques				8 349 \$	8 093 \$	3,2 %
Ratio de capital						
Première catégorie - BRI				10,2 %	11,1 %	
Capital total - BRI				12,9 %	17,4 %	
Ratio actif / fonds propres				15,5 x	11,9 x	
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques				7,4 %	8,3 %	
RATIOS FINANCIERS						
Par action ordinaire						
Ratio cours / bénéfice (quatre derniers trimestres)				18,7 x	8,8 x	
Valeur au marché / valeur comptable				91 %	96 %	
Dividende par action / valeur au marché	4,37 %	4,19 %		4,37 %	4,19 %	
Ratio du dividende versé	89,1 %	68,7 %		62,3 %	68,0 %	
En pourcentage de l'actif moyen						
Revenu net d'intérêt	2,02 %	1,61 %		1,92 %	1,63 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,22 %	0,26 %		0,23 %	0,25 %	
Revenu net	0,27 %	0,28 %		0,35 %	0,28 %	
Revenu net attribuable						
aux actionnaires ordinaires	0,20 %	0,25 %		0,27 %	0,24 %	
Rentabilité						
Autres revenus (en % du revenu total)	33,0 %	46,6 %		34,7 %	44,6 %	
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt en % du revenu total)	78,6 %	77,5 %		77,8 %	77,9 %	
AUTRES RENSEIGNEMENTS						
Nombre d'employés en équivalent temps plein				3 140	3 167	
Nombre de succursales				156	154	
Nombre de guichets automatiques				310	281	

État consolidé des résultats

En milliers de dollars, sauf les données par action (non vérifié)	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
	Redressés (note 1)			Redressés (note 1)	
Revenu d'intérêt					
Prêts	164 352 \$	169 948 \$	171 224 \$	334 300 \$	351 553 \$
Valeurs mobilières	14 182	19 500	11 271	33 682	30 641
Dépôts à d'autres institutions financières	1 854	1 702	2 601	3 556	5 252
	180 388	191 150	185 096	371 538	387 446
Frais d'intérêt					
Dépôts et autres éléments de passif	97 483	110 761	111 523	208 244	236 907
Débitures subordonnées (note 4)	3 817	4 678	6 814	8 495	13 801
Passif lié aux actions privilégiées (note 1)	-	-	1 938	-	3 876
	101 300	115 439	120 275	216 739	254 584
Revenu net d'intérêt	79 088	75 711	64 821	154 799	132 862
Provision pour pertes sur prêts (note 3)	8 750	9 750	10 500	18 500	20 250
	70 338	65 961	54 321	136 299	112 612
Autres revenus					
Frais et commissions sur prêts et dépôts	22 145	21 546	22 830	43 691	45 044
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	1 566	4 215	11 391	5 781	24 097
Activités de courtage	4 899	4 931	5 128	9 830	10 584
Gain sur cession	-	-	4 435	-	4 435
Revenus tirés de la vente et de la gestion de fonds communs de placement	2 238	2 832	3 582	5 070	6 564
Revenus de régimes enregistrés autogérés	3 023	2 960	3 326	5 983	6 377
Revenus d'assurance	2 004	1 658	1 591	3 662	3 416
Revenus de titrisation	719	3 061	1 713	3 780	1 980
Autres	2 297	2 246	2 647	4 543	4 648
	38 891	43 449	56 643	82 340	107 145
	109 229	109 410	110 964	218 639	219 757
Frais autres que d'intérêt					
Salaires et avantages sociaux	45 647	44 807	45 844	90 454	91 982
Frais de locaux et technologie	26 708	26 866	26 998	53 574	53 332
Autres (note 7)	20 404	20 015	21 324	40 419	41 618
	92 759	91 688	94 166	184 447	186 932
Revenu découlant des activités poursuivies avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	16 470	17 722	16 798	34 192	32 825
Impôts sur le revenu (note 1)	5 518	5 668	4 747	11 186	8 130
Revenu découlant des activités poursuivies avant part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	10 952	12 054	12 051	23 006	24 695
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	-	-	677	-	1 656
Revenu découlant des activités poursuivies	10 952	12 054	11 374	23 006	23 039
Revenu (perte) découlant des activités abandonnées, net des impôts sur le revenu (note 2)	(303)	5 213	-	4 910	-
Revenu net	10 649 \$	17 267 \$	11 374 \$	27 916 \$	23 039 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents (note 1)	2 999	3 035	1 465	6 034	3 025
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	7 650 \$	14 232 \$	9 909 \$	21 882 \$	20 014 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)					
de base	23 511	23 511	23 481	23 511	23 469
dilué	23 534	23 531	23 519	23 533	23 510
Revenu par action ordinaire découlant des activités poursuivies					
de base	0,34 \$	0,38 \$	0,42 \$	0,72 \$	0,85 \$
dilué	0,34 \$	0,38 \$	0,42 \$	0,72 \$	0,85 \$
Revenu net par action ordinaire					
de base	0,33 \$	0,61 \$	0,42 \$	0,93 \$	0,85 \$
dilué	0,33 \$	0,60 \$	0,42 \$	0,93 \$	0,85 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

En milliers de dollars (non vérifié)	30 avril 2005	31 octobre 2004	30 avril 2004
			Redressés (note 1)
ACTIF			
Liquidités			
Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt	97 412 \$	75 653 \$	47 479 \$
Dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt	137 598	252 779	534 589
Chèques et autres effets en transit, montant net	-	-	106 849
	235 010	328 432	688 917
Valeurs mobilières			
Portefeuille de placement	2 128 468	2 007 471	2 189 348
Portefeuille de négociation	1 169 916	995 004	941 878
	3 298 384	3 002 475	3 131 226
Actifs achetés en vertu d'ententes de revente	649 804	1 133 920	1 010 062
Prêts (note 3)			
Personnels	3 776 622	3 638 991	3 592 635
Hypothécaires résidentiels	5 692 090	5 509 022	5 319 501
Hypothécaires commerciaux	570 532	604 085	638 299
Commerciaux et autres	1 576 180	1 542 760	1 534 266
	11 615 424	11 294 858	11 084 701
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(118 541)	(140 042)	(136 795)
	11 496 883	11 154 816	10 947 906
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	117 557	144 830	202 415
Immobilisations	90 239	94 490	103 508
Montants se rapportant aux instruments financiers dérivés	172 531	201 717	208 452
Écarts d'acquisition	53 790	54 029	54 029
Autres actifs incorporels	17 161	18 897	1 502
Autres éléments d'actif	539 684	473 870	408 932
	990 962	987 833	978 838
	16 671 043 \$	16 607 476 \$	16 756 949 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Dépôts			
Particuliers	10 679 458 \$	10 454 368 \$	10 378 196 \$
Entreprises et autres	2 473 473	2 456 672	2 030 771
	13 152 931	12 911 040	12 408 967
Autres			
Engagements afférents à des actifs vendus à découvert	987 138	1 495 574	1 182 465
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	478 744	15 907	684 276
Acceptations	117 557	144 830	202 415
Montants se rapportant aux instruments financiers dérivés	146 615	189 489	202 268
Autres éléments de passif	693 061	713 359	645 336
	2 423 115	2 559 159	2 916 760
Déventures subordonnées (note 4)	200 000	250 525	400 000
Passif lié aux actions privilégiées (note 1)	-	-	100 000
Part des actionnaires sans contrôle dans une filiale	-	-	42 745
Capitaux propres			
Actions privilégiées (notes 1 et 5)	210 000	210 000	210 000
Actions ordinaires (note 5)	248 593	248 593	247 845
Bénéfices non répartis (note 1)	436 404	428 159	430 632
	894 997	886 752	888 477
	16 671 043 \$	16 607 476 \$	16 756 949 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé de la variation des capitaux propres

En milliers de dollars (non vérifié)	Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2005	30 avril 2004
		Redressés (note 1)
Actions privilégiées (notes 1 et 5)		
Solde au début de la période et tel que publié antérieurement	210 000 \$	200 000 \$
Effet de l'adoption de la nouvelle convention comptable sur la présentation du passif et des capitaux propres	-	(100 000)
Solde redressé au début de la période	210 000	100 000
Émission au cours de la période	-	110 000
Solde redressé à la fin de la période	210 000	210 000
Actions ordinaires (note 5)		
Solde au début de la période	248 593	246 813
Émissions au cours de la période	-	1 032
Solde à la fin de la période	248 593	247 845
Bénéfices non répartis (note 1)		
Solde au début de la période	428 159	426 500
Revenu net	27 916	23 039
Dividendes		
Actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents	(6 034)	(3 025)
Actions ordinaires	(13 637)	(13 618)
Frais d'émission d'actions privilégiées, nets des impôts sur le revenu	-	(2 264)
Solde à la fin de la période	436 404	430 632
Capitaux propres	894 997 \$	888 477 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

En milliers de dollars (non vérifié)	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
	Redressés (note 1)			Redressés (note 1)	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Revenu net	10 649 \$	17 267 \$	11 374 \$	27 916 \$	23 039 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets :					
Provision pour pertes sur prêts	8 750	9 750	10 500	18 500	20 250
Gains sur les activités de titrisation	-	(2 447)	(1 270)	(2 447)	(1 270)
Pertes nettes sur disposition d'immobilisations	6	5	520	11	240
Gain (perte) net(te) résultant des activités abandonnées (note 2)	456	(5 377)	-	(4 921)	-
Gain sur cession d'actifs	-	-	(4 435)	-	(4 435)
Gain net sur disposition de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	(1 016)	(587)	(5 823)	(1 603)	(12 871)
Impôts futurs	1 144	2 074	(100)	3 218	(1 322)
Amortissements	7 767	7 907	9 534	15 674	19 133
Variation des valeurs mobilières détenues aux fins de négociation	69 577	(244 489)	90 929	(174 912)	74 445
Variation des intérêts courus à recevoir	(10 721)	(2 074)	880	(12 795)	6 612
Variation de l'actif se rapportant aux instruments financiers dérivés	15 563	13 623	39 560	29 186	(116 180)
Variation des intérêts courus à payer	(47 780)	(2 641)	(49 613)	(50 421)	1 805
Variation du passif se rapportant aux instruments financiers dérivés	(14 636)	(28 238)	(29 877)	(42 874)	99 643
Autres, net	56 157	(108 781)	(605)	(52 624)	719
	95 916	(344 008)	71 574	(248 092)	109 808
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts	239 274	2 617	(85 486)	241 891	(883 982)
Variation des engagements afférents à des actifs vendus à découvert	171 852	(680 288)	(507 419)	(508 436)	212 802
Variation des engagements afférents à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	472 319	(9 482)	611 490	462 837	511 030
Rachat de débetures subordonnées (note 4)	-	(50 525)	-	(50 525)	-
Émission d'actions privilégiées, nette des frais d'émission	-	-	106 682	-	106 682
Émissions d'actions ordinaires, nettes des frais d'émission	-	-	56	-	1 032
Dividendes, y compris les impôts sur le revenu y afférents	(9 817)	(9 854)	(8 655)	(19 671)	(17 403)
	873 628	(747 532)	116 668	126 096	(69 839)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Flux de trésorerie nets résultant de la cession des activités abandonnées (note 2)	-	40 630	-	40 630	-
Flux de trésorerie nets résultant de la cession d'actifs	-	-	32 216	-	32 216
Variation des dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt	236 093	(120 912)	(149 473)	115 181	88 334
Variation des valeurs mobilières détenues aux fins de placement					
Acquisitions	(6 091 904)	(7 341 875)	(8 555 062)	(13 433 779)	(13 929 692)
Produit de disposition et échéances	5 512 834	7 796 376	8 113 030	13 309 210	13 807 768
Variation des prêts	(290 995)	(131 228)	(182 701)	(422 223)	(15 324)
Variation des actifs achetés en vertu d'ententes de revente	(296 044)	780 160	325 062	484 116	(128 026)
Produit de la titrisation de prêts hypothécaires	-	61 559	52 634	61 559	52 634
Acquisitions d'immobilisations	(7 527)	(3 473)	(4 269)	(11 000)	(8 211)
Produit de disposition d'immobilisations	61	-	30	61	2 850
	(937 482)	1 081 237	(368 533)	143 755	(97 451)
Variation des espèces et quasi-espèces	32 062	(10 303)	(180 291)	21 759	(57 482)
Espèces et quasi-espèces en début de période	65 350	75 653	334 619	75 653	211 810
Espèces et quasi-espèces en fin de période	97 412 \$	65 350 \$	154 328 \$	97 412 \$	154 328 \$
Espèces et quasi-espèces en fin de période représentées par :					
Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt	97 412 \$	65 350 \$	47 479 \$	97 412 \$	47 479 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	-	-	106 849	-	106 849
	97 412 \$	65 350 \$	154 328 \$	97 412 \$	154 328 \$
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :					
Intérêts versés au cours de la période	145 843 \$	129 559 \$	164 198 \$	275 402 \$	246 233 \$
Impôts sur le revenu payés au cours de la période	7 846 \$	19 265 \$	5 561 \$	27 111 \$	16 476 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non vérifiées)

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Laurentienne ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément à la *Loi sur les banques* qui prévoit que, sauf spécification contraire du surintendant des institutions financières du Canada, les états financiers consolidés intermédiaires sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers consolidés intermédiaires, y compris les traitements comptables prescrits par le surintendant, sont identiques à ceux utilisés aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Banque au 31 octobre 2004, à l'exception de ce qui est mentionné ci-dessous. Ces conventions comptables sont conformes aux PCGR. Par contre, ces états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels vérifiés. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

En septembre 2004, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié la version révisée de la note d'orientation en comptabilité n° 15 (NOC-15), « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables ». La NOC-15 fournit des directives sur l'application des principes de consolidation à certaines entités sur lesquelles le contrôle s'exerce autrement que par l'exercice des droits de vote. En vertu de cette nouvelle norme, la Banque doit consolider ces entités si elle en est le principal bénéficiaire, c'est-à-dire si, en raison de ses investissements ou de ses liens avec ces dernières, elle risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou a la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus. Lorsque la Banque détient un droit variable significatif dans une entité à détenteurs de droits variables (EDDV) qu'elle n'a pas consolidée, certaines informations portant sur la nature, l'objet, la taille et les activités de l'EDDV doivent également être fournies. Le 1^{er} novembre 2004, la Banque a adopté cette note d'orientation de façon rétroactive sans retraitement des montants correspondants. Les principales incidences sont détaillées ci-après.

Conduits de titrisation

La Banque titrise ses propres actifs par l'intermédiaire de conduits de titrisation à vendeur exclusif et de conduits de titrisation à vendeur multiple, qui sont normalement considérés comme étant des EDDV. Au 1^{er} novembre 2004, la Banque a consolidé un de ces conduits dont l'actif total était d'environ 109 900 000 \$. Au cours du premier trimestre, la Banque a converti ce conduit en une structure d'accueil admissible et celui-ci, conséquemment, a été déconsolidé. Ces opérations n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires.

Les autres conduits n'ont pas été consolidés en vertu de la NOC-15, parce que le degré de participation de la Banque, par rapport aux autres détenteurs de droits variables de l'EDDV est tel que la Banque n'assume pas la plus grande part des pertes prévues.

La note 5 aux états financiers consolidés annuels présente de plus amples détails relativement à ces entités.

Fonds communs de placement

Par l'entremise de sa participation dans la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc., la Banque était le promoteur de fonds communs de placement qui rencontraient les critères d'une EDDV avec des actifs totalisant 910 200 000 \$ au 1^{er} novembre 2004. La coentreprise de la Banque percevait des honoraires, essentiellement basés sur la valeur de l'actif sous gestion, relativement à la gestion et l'administration de ces fonds. Cette coentreprise a été vendue le 31 décembre 2004 (voir note 2). La Banque détient également des unités relatives aux investissements sous forme de mise de fonds initiales pour certains fonds totalisant 19 782 000 \$ au 30 avril 2005. Selon l'analyse effectuée, la Banque n'est pas le principal bénéficiaire de ces entités puisque la variabilité des différents droits variables que la Banque détient n'est pas importante par rapport au risque assumé par les autres investisseurs ou bénéficiaires. Par conséquent, ces entités n'ont pas été consolidées.

Autres entités

La Banque agit également comme fiduciaire d'un certain nombre de fiducies personnelles, ce pour quoi elle perçoit des honoraires. Selon les analyses effectuées, la Banque n'est pas le principal bénéficiaire de ces entités puisque la variabilité des honoraires perçus n'est pas importante par rapport au risque assumé par les bénéficiaires. Par conséquent, ces entités n'ont pas été consolidées.

En janvier 2004, l'ICCA a publié des révisions au chapitre 3860 intitulé « Instruments financiers – information à fournir et présentation », en vue d'exiger que les obligations pouvant être réglées, au gré de l'émetteur, au moyen d'un nombre variable de ses propres instruments de capitaux propres, à des conditions potentiellement désavantageuses, soient présentées comme des passifs. Les versements de dividendes sur ces actions seront désormais présentés comme des intérêts débiteurs à l'état des résultats. Les recommandations révisées s'appliquent de façon rétroactive, avec retraitement des montants correspondants.

L'application de cette norme révisée, en date du 1^{er} novembre 2004, n'a pas eu d'incidence sur le passif et les capitaux propres de la Banque puisque les titres émis et en circulation en date du 1^{er} novembre 2004, répondaient aux exigences de présentation à titre de capitaux propres.

Par contre, les chiffres comparatifs relativement aux actions privilégiées de Séries 7 et 8 ayant été rachetées en juin 2004 ont été redressés. Un montant de 100 000 000 \$ inscrit au poste Actions privilégiées au 30 avril 2004 a été reclassé au poste Passif lié aux actions privilégiées dans le bilan consolidé. De même, pour la période de trois mois terminée le 30 avril 2004, les dividendes relatifs à ces instruments qui étaient auparavant inscrits à l'état consolidé de la variation des capitaux propres au montant de 1 966 000 \$ incluant les impôts afférents (3 933 000 \$ pour la période de six mois terminée le 30 avril 2004), ont été reclassés à l'état consolidé intermédiaire des résultats sous la rubrique Frais d'intérêt au montant de 1 938 000 \$ (3 876 000 \$ pour la période de six mois terminée le 30 avril 2004) et Impôts sur le revenu au montant de 28 000 \$ (57 000 \$ pour la période de six mois terminée le 30 avril 2004). Ce retraitement n'a pas eu d'incidence sur le revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires ni sur le revenu net par action.

2. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Cession de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Le 31 décembre 2004, la Banque a complété l'acquisition de la participation de 49,9% de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. qui était détenue par La Compagnie financière Edmond de Rothschild Banque (LCFER) pour un montant de 23 397 000 \$, sujet à certains ajustements post-clôture. Subséquemment, le 31 décembre 2004, Industrielle Alliance, Assurances et services financiers inc. (Industrielle Alliance) a acquis la totalité des actions de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. de la Banque Laurentienne. Le prix de vente net, payé en espèces, s'élève à 67 795 000 \$, sur la base des actifs sous gestion au 31 décembre 2004. Ce prix de vente est assujéti à certaines clauses de récupération pouvant atteindre 26 930 000 \$, basées sur les ventes nettes de fonds communs de placement au cours des six prochaines années et du solde des fonds institutionnels sous gestion au 31 décembre 2005. De plus, la Banque Laurentienne, Industrielle Alliance et BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc., ont conclu une entente de distribution de 10 ans. En vertu de cette entente, la Banque Laurentienne distribuera auprès de ses clients la famille de Fonds R acquise par l'Industrielle Alliance, de même que les fonds communs de placement de cette dernière. La Banque continuera à recevoir les commissions associées à la distribution de ces fonds, selon des termes équivalents à ceux ayant cours dans l'industrie.

Au cours du premier trimestre, un gain avant impôt de 9 777 000 \$ (8 139 000 \$, net des impôts afférents) a été reconnu, à titre de revenus découlant des activités abandonnées, net des frais de transaction estimés à 2 261 000 \$.

En vertu d'une clause de récupération, la Banque doit rembourser à Industrielle Alliance un montant de 5 183 000 \$ annuellement, au cours des cinq prochaines années advenant que les ventes nettes annuelles de fonds communs de placement n'atteignent pas 50 000 000 \$. Cette portion du prix de vente a été reportée et sera reconnue aux résultats au cours des cinq prochaines années lorsque les conditions de vente nette seront considérées comme étant atteintes. À la fin de la période de six ans se terminant le 31 décembre 2010, si les ventes nettes cumulatives de fonds communs de placement atteignent 290 000 000 \$, les montants qui auraient été remis à Industrielle Alliance en vertu de cette clause de récupération, seraient remboursés à la Banque. Un paiement final de 8 300 000 \$ serait par ailleurs versé à la Banque au terme des cinq premières années de l'entente si les ventes nettes cumulatives de fonds communs de placement atteignent 350 000 000 \$; compte tenu de cette prime, le prix de vente total relatif à la cession serait porté à 76 095 000 \$. Le gain relatif à ce paiement final sera reconnu aux résultats lorsque les conditions seront considérées comme étant atteintes.

En vertu d'une clause distincte de récupération, la Banque pourrait rembourser jusqu'à 1 015 000 \$ à Industrielle Alliance en fonction de la rétention des actifs sous gestion institutionnels au cours de la période de douze mois se terminant le 31 décembre 2005. La Banque a reporté un revenu de 300 000 \$ relativement à cette clause.

L'investissement sous forme de mise de fonds initiale dans des fonds communs de placement qui était comptabilisé au coût sera vendu puisque la Banque ne sera plus impliquée dans la gestion des fonds communs de placement. Afin de comptabiliser l'investissement à sa valeur marchande, un montant initial de 4 400 000 \$ a été imputé au revenu découlant des activités abandonnées. Au cours du deuxième trimestre, la Banque a comptabilisé une charge additionnelle de 456 000 \$ (303 000 \$, net des impôts afférents) afin de constater la baisse de valeur de cet investissement.

Le gain, comptabilisé aux résultats des activités abandonnées, a été attribué entièrement au secteur Autres.

Sommaire de la transaction

En milliers de dollars

Produit de disposition, net	67 795 \$
Moins : Revenu reporté en vertu des clauses de récupération	26 217
Actif net cédé, incluant le montant lié à l'achat des actions de LCFER ⁽¹⁾	29 540
	12 038
Frais associés à la transaction	2 261
Gain avant les éléments suivants	9 777
Réduction de valeur initiale d'investissements sous forme de mises de fonds initiales dans des fonds communs de placement	(4 400)
Gain net avant impôts sur le revenu	5 377
Impôts sur le revenu	164
Gain net après impôts sur le revenu	5 213
Baisse de valeur subséquente d'investissements sous forme de mises de fonds initiales dans des fonds communs de placement, net des impôts sur le revenu (456 \$ avant impôts sur le revenu)	(303)
Revenu découlant des activités abandonnées, net des impôts sur le revenu	4 910 \$

⁽¹⁾ L'actif net cédé consiste principalement en de l'achalandage, d'autres actifs incorporels et de l'encaisse au montant de 1 507 000 \$.

Les résultats d'exploitation et la situation financière liés à ces opérations, inclus dans les états financiers intermédiaires consolidés ci-joints, sont présentés ci-après. Ces activités sont présentées dans le secteur Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

Les résultats liés à ces opérations, inclus aux états consolidés des résultats dans les activités poursuivies, se détaillent comme suit:

En milliers de dollars	Pour les périodes de trois mois			Pour les périodes de six mois	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Autres revenus	-	1 036 \$	1 448 \$	1 036 \$	2 712 \$
Revenu net	-	29 \$	36 \$	29 \$	43 \$

Les actifs détenus à des fins de vente et les passifs liés à ces actifs se détaillent comme suit:

En milliers de dollars	30 avril 2005	31 octobre 2004	30 avril 2004
Actif total	19 782 \$	34 245 \$	36 522 \$
Passif total	-	1 528 \$	1 350 \$

3. PRÊTS

A) PRÊTS ET PRÊTS DOUTEUX

Au 30 avril 2005						
En milliers de dollars	Montant brut des prêts	Montant brut		Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
		des prêts	des prêts douteux			
Prêts personnels	3 776 622 \$	13 152 \$	3 213 \$	25 271 \$	28 484 \$	
Prêts hypothécaires résidentiels	5 692 090	10 369	3 811	5 541	9 352	
Prêts hypothécaires commerciaux	570 532	15 716	5 935	3 467	9 402	
Prêts commerciaux et autres	1 576 180	74 124	40 332	27 604	67 936	
Provision générale non attribuée	-	-	-	3 367	3 367	
	11 615 424 \$	113 361 \$	53 291 \$	65 250 \$	118 541 \$	

Au 31 octobre 2004						
En milliers de dollars	Montant brut des prêts	Montant brut		Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
		des prêts	des prêts douteux			
Prêts personnels	3 638 991 \$	18 103 \$	10 059 \$	23 795 \$	33 854 \$	
Prêts hypothécaires résidentiels	5 509 022	13 199	3 935	5 832	9 767	
Prêts hypothécaires commerciaux	604 085	15 482	6 064	3 625	9 689	
Prêts commerciaux et autres	1 542 760	80 213	54 734	23 063	77 797	
Provision générale non attribuée	-	-	-	8 935	8 935	
	11 294 858 \$	126 997 \$	74 792 \$	65 250 \$	140 042 \$	

Au 30 avril 2004						
En milliers de dollars	Montant brut des prêts	Montant brut		Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
		des prêts	des prêts douteux			
Prêts personnels	3 592 635 \$	21 115 \$	7 440 \$	19 449 \$	26 889 \$	
Prêts hypothécaires résidentiels	5 319 501	11 936	3 356	5 048	8 404	
Prêts hypothécaires commerciaux	638 299	11 773	4 378	5 043	9 421	
Prêts commerciaux et autres	1 534 266	93 612	44 371	25 486	69 857	
Provision générale non attribuée	-	-	-	22 224	22 224	
	11 084 701 \$	138 436 \$	59 545 \$	77 250 \$	136 795 \$	

B) PROVISIONS SPÉCIFIQUES POUR PERTES SUR PRÊTS

Pour les périodes de six mois terminées les 30 avril						
2005						
En milliers de dollars	Prêts personnels	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts commerciaux et autres	Total des provisions spécifiques	Total des provisions spécifiques
Provision pour pertes sur prêts	11 924	350	1 091	5 135	18 500	20 250
Radiations	(20 910)	(632)	(1 227)	(19 818)	(42 587)	(48 970)
Recouvrements	2 140	158	7	281	2 586	2 338
Solde en fin de période	3 213 \$	3 811 \$	5 935 \$	40 332 \$	53 291 \$	59 545 \$

C) PROVISIONS GÉNÉRALES POUR PERTES SUR PRÊTS

Pour les périodes de six mois terminées les 30 avril							
2005							
En milliers de dollars	Prêts personnels	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts commerciaux et autres	Provision générale non attribuée	Total des provisions générales	Total des provisions générales
Variation au cours de la période	1 476	(291)	(158)	4 541	(5 568)	-	-
Solde en fin de période	25 271 \$	5 541 \$	3 467 \$	27 604 \$	3 367 \$	65 250 \$	77 250 \$

4. RACHAT DE DÉBENTURES SUBORDONNÉES

Le 15 décembre 2004, la Banque a remboursé par anticipation la totalité de ses débentures à 7,00 %, série 8, échéant en 2009, d'un montant nominal de référence de 100 000 000 \$, incluant les débentures de 49 475 000 \$ qu'elle avait rachetées au 31 octobre 2004, plus les intérêts courus non versés jusqu'à la date de remboursement.

5. CAPITAL-ACTIONS

Émis et en circulation	Au 30 avril 2005		Au 31 octobre 2004	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
En milliers de dollars, sauf le nombre d'actions				
Actions privilégiées de catégorie A (1)				
Série 9	4 000 000	100 000 \$	4 000 000	100 000 \$
Série 10	4 400 000	110 000	4 400 000	110 000
Total des actions privilégiées	8 400 000	210 000	8 400 000	210 000
Actions ordinaires	23 511 343	248 593	23 511 343	248 593
Total du capital-actions		458 593 \$		458 593 \$

(1) Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

	Au 30 avril 2005	Au 31 octobre 2004
	Nombre	Nombre
Options d'achat d'actions		
En circulation à la fin de la période	475 289	476 089
Pouvant être levées à la fin de la période	416 889	416 239

6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

En milliers de dollars	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 avril		Pour les périodes de six mois terminées les 30 avril	
	2005	2004	2005	2004
Charge liée aux régimes de retraite à prestations déterminées	3 079 \$	3 109 \$	6 855 \$	6 273 \$
Charge du volet à cotisations déterminées	546	508	1 072	982
Charge liée aux autres régimes	610	640	1 239	1 293
Total	4 235 \$	4 257 \$	9 166 \$	8 548 \$

7. FRAIS DE RESTRUCTURATION

Au cours du deuxième trimestre 2005, une provision de restructuration au titre de loyers demeurant exigibles, initialement constituée le 31 octobre 2003, a été réduite pour un montant de 266 000 \$ (235 000 \$ au cours du premier trimestre 2005) dû à l'ajustement du niveau d'occupation anticipé de certains locaux.

Les montants utilisés au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2005 se sont élevés à 176 000 \$ (337 000 \$ au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2005). Le solde des frais de restructuration au 30 avril 2005 s'établissait à 1 533 000 \$ (2 371 000 \$ au 31 octobre 2004).

8. RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION COLLECTIVE

Le 2 février 2003, la Banque et le syndicat qui représente ses employés syndiqués ont accepté de soumettre à un tribunal d'arbitrage, dont la décision allait être exécutoire, le soin de déterminer le contenu de la prochaine convention collective. Le tribunal d'arbitrage devait entre autres déterminer l'ampleur de certains ajustements rétroactifs touchant la rémunération de ces employés depuis l'expiration de la convention collective. En date du 31 octobre 2004, des provisions avaient été comptabilisées selon les meilleures estimations de la direction.

Le tribunal d'arbitrage a rendu le 10 décembre 2004 une décision concernant les clauses monétaires de la convention collective et le 7 mars 2005, sa décision finale sur tous les autres aspects de la convention collective. Ces décisions n'ont pas eu d'incidence significative sur les états financiers puisque les provisions comptabilisées à cet égard étaient adéquates.

9 . INFORMATION SECTORIELLE

Pour la période de trois mois terminée le
30 avril 2005

En milliers de dollars	SFAP ⁽²⁾	SFAE	B2B ⁽²⁾	VMBL	Autres ⁽²⁾	Total
Revenu net d'intérêt	59 507 \$	13 596 \$	13 542 \$	329 \$	(7 886) \$	79 088 \$
Autres revenus	21 884	7 230	3 448	4 957	1 372	38 891
Revenu total	81 391	20 826	16 990	5 286	(6 514)	117 979
Provision pour pertes sur prêts	6 127	894	1 729	-	-	8 750
Frais autres que d'intérêt	68 020	9 113	10 082	4 160	1 384	92 759
Revenu (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur le revenu	7 244	10 819	5 179	1 126	(7 898)	16 470
Impôts sur le revenu (récupération)	2 517	3 799	1 759	367	(2 924)	5 518
Revenu (perte) découlant des activités poursuivies	4 727	7 020	3 420	759	(4 974)	10 952
Perte découlant des activités abandonnées, net des impôts sur le revenu	-	-	-	-	(303)	(303)
Revenu net	4 727 \$	7 020 \$	3 420 \$	759 \$	(5 277) \$	10 649 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	7 579 102 \$	2 225 877 \$	2 395 815 \$	1 354 821 \$	2 506 054 \$	16 061 669 \$
Prêts moyens ⁽¹⁾	7 373 670 \$	2 001 955 \$	2 403 290 \$	6 \$	(415 766) \$	11 363 155 \$
Dépôts moyens ⁽¹⁾	9 421 460 \$	82 338 \$	2 257 614 \$	- \$	1 455 140 \$	13 216 552 \$

Pour la période de trois mois terminée le
31 janvier 2005

En milliers de dollars	SFAP ⁽²⁾	SFAE	B2B ⁽²⁾	VMBL ⁽³⁾	Autres ⁽²⁾	Total
Revenu net d'intérêt ⁽⁴⁾	62 718 \$	14 203 \$	13 402 \$	370 \$	(14 982) \$	75 711 \$
Autres revenus	20 437	7 220	3 541	5 988	6 263	43 449
Revenu total	83 155	21 423	16 943	6 358	(8 719)	119 160
Provision pour pertes sur prêts	4 561	4 110	1 079	-	-	9 750
Frais autres que d'intérêt	67 898	9 565	9 545	5 035	(355)	91 688
Revenu (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur le revenu	10 696	7 748	6 319	1 323	(8 364)	17 722
Impôts sur le revenu (récupération) ⁽⁴⁾	3 737	2 718	2 146	449	(3 382)	5 668
Revenu (perte) découlant des activités poursuivies	6 959	5 030	4 173	874	(4 982)	12 054
Revenu découlant des activités abandonnées, net des impôts sur le revenu	-	-	-	-	5 213	5 213
Revenu net ⁽⁴⁾	6 959 \$	5 030 \$	4 173 \$	874 \$	231 \$	17 267 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	7 486 669 \$	2 210 015 \$	2 315 976 \$	1 521 121 \$	2 849 201 \$	16 382 982 \$
Prêts moyens ⁽¹⁾	7 274 507 \$	1 983 307 \$	2 326 403 \$	7 \$	(398 746) \$	11 185 478 \$
Dépôts moyens ⁽¹⁾	9 441 826 \$	87 087 \$	2 286 460 \$	- \$	1 246 354 \$	13 061 727 \$

Pour la période de trois mois terminée le
30 avril 2004

En milliers de dollars	SFAP ⁽²⁾	SFAE	B2B ⁽²⁾	VMBL	Autres ⁽²⁾	Total
Revenu net d'intérêt	57 030 \$	14 293 \$	12 419 \$	333 \$	(19 254) \$	64 821 \$
Autres revenus	23 182	8 454	3 916	6 617	14 474	56 643
Revenu total	80 212	22 747	16 335	6 950	(4 780)	121 464
Provision pour pertes sur prêts	3 804	6 077	619	-	-	10 500
Frais autres que d'intérêt	65 279	9 352	9 763	5 439	4 333	94 166
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	11 129	7 318	5 953	1 511	(9 113)	16 798
Impôts sur le revenu (récupération)	3 852	2 619	2 030	519	(4 273)	4 747
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	-	-	677	-	-	677
Revenu net	7 277 \$	4 699 \$	3 246 \$	992 \$	(4 840) \$	11 374 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	7 201 839 \$	2 372 764 \$	2 296 672 \$	1 533 702 \$	2 974 860 \$	16 379 837 \$
Prêts moyens ⁽¹⁾	7 027 531 \$	2 039 781 \$	2 301 407 \$	9 \$	(502 385) \$	10 866 343 \$
Dépôts moyens ⁽¹⁾	9 147 221 \$	81 657 \$	2 294 901 \$	187 \$	1 183 180 \$	12 707 146 \$

9. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Pour la période de six mois terminée le
30 avril 2005

En milliers de dollars	SFAP ⁽²⁾	SFAE	B2B ⁽²⁾	VMBL ⁽³⁾	Autres ⁽²⁾	Total
Revenu net d'intérêt	122 225 \$	27 799 \$	26 944 \$	699 \$	(22 868) \$	154 799 \$
Autres revenus	42 321	14 450	6 989	10 945	7 635	82 340
Revenu total	164 546	42 249	33 933	11 644	(15 233)	237 139
Provision pour pertes sur prêts	10 688	5 004	2 808	-	-	18 500
Frais autres que d'intérêt	135 918	18 678	19 627	9 195	1 029	184 447
Revenu (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur le revenu	17 940	18 567	11 498	2 449	(16 262)	34 192
Impôts sur le revenu (récupération)	6 254	6 517	3 905	816	(6 306)	11 186
Revenu (perte) découlant des activités poursuivies	11 686	12 050	7 593	1 633	(9 956)	23 006
Revenu découlant des activités abandonnées, net des impôts sur le revenu	-	-	-	-	4 910	4 910
Revenu net	11 686 \$	12 050 \$	7 593 \$	1 633 \$	(5 046) \$	27 916 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	7 532 119 \$	2 217 815 \$	2 355 234 \$	1 439 349 \$	2 680 471 \$	16 224 988 \$
Prêts moyens ⁽¹⁾	7 323 267 \$	1 992 476 \$	2 364 209 \$	7 \$	(407 115) \$	11 272 844 \$
Dépôts moyens ⁽¹⁾	9 431 812 \$	84 752 \$	2 272 276 \$	- \$	1 349 017 \$	13 137 857 \$

Pour la période de six mois terminée le
30 avril 2004

En milliers de dollars	SFAP ⁽²⁾	SFAE	B2B ⁽²⁾	VMBL	Autres ⁽²⁾	Total
Revenu net d'intérêt	116 051 \$	29 029 \$	25 292 \$	674 \$	(38 184) \$	132 862 \$
Autres revenus	44 041	16 785	7 557	13 409	25 353	107 145
Revenu total	160 092	45 814	32 849	14 083	(12 831)	240 007
Provision pour pertes sur prêts	8 510	10 477	1 263	-	-	20 250
Frais autres que d'intérêt	129 697	17 959	19 272	10 720	9 284	186 932
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	21 885	17 378	12 314	3 363	(22 115)	32 825
Impôts sur le revenu	7 609	6 036	4 200	1 146	(10 861)	8 130
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	-	-	1 656	-	-	1 656
Revenu net	14 276 \$	11 342 \$	6 458 \$	2 217 \$	(11 254) \$	23 039 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	7 246 610 \$	2 406 781 \$	2 286 846 \$	1 444 530 \$	3 051 886 \$	16 436 653 \$
Prêts moyens ⁽¹⁾	7 083 222 \$	2 045 944 \$	2 288 285 \$	8 \$	(519 240) \$	10 898 219 \$
Dépôts moyens ⁽¹⁾	9 160 721 \$	83 962 \$	2 323 175 \$	226 \$	1 302 322 \$	12 870 406 \$

SFAP - Les Services financiers aux particuliers couvrent toute la gamme des produits d'épargne, d'investissement, de financement et de produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de vente et les dépôts provenant de courtiers, dans tout le Canada. Ce secteur d'activité englobe également les services de cartes de crédit Visa, les produits d'assurance et les services de fiducie.

SFAE - Les Services financiers aux entreprises offrent le financement commercial et des financements plus importants au sein de syndicats bancaires, ainsi que du financement hypothécaire commercial, du crédit-bail, de l'affacturage et d'autres services.

B2B - Le secteur d'activité B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers indépendants et à des institutions financières non bancaires dans tout le Canada.

VMBL - Le secteur VMBL comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. et jusqu'au 31 décembre 2004, les opérations de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Autres - La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux secteurs susmentionnés.

⁽¹⁾ Les éléments d'actif et de passif sont présentés selon des moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.

⁽²⁾ Depuis le 1er novembre 2004, les résultats liés aux prêts hypothécaires souscrits par l'entremise de courtiers sont maintenant inclus dans le secteur d'activité B2B Trust, alors qu'auparavant, ils étaient inclus dans le secteur SFAP. De plus, les activités de trésorerie du secteur B2B Trust ont été intégrées aux activités de trésorerie de la Banque et certains autres éléments liés aux activités corporatives ont été retraités dans la catégorie Autres. Les données comparatives ont été redressées en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

⁽³⁾ Les résultats du premier trimestre 2005 incluent une contribution de 0,03 million \$ provenant de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. pour les deux mois précédant la cession (note 2).

⁽⁴⁾ Au cours du deuxième trimestre, la Banque a révisé certains paramètres de son modèle de prix de cession interne et a, par conséquent, ajusté les résultats du premier trimestre. L'incidence de ces changements sur les résultats du premier trimestre 2005 se résume ainsi :

En milliers de dollars, augmentation (diminution)	SFAP	SFAE	B2B	VMBL	Autres	Total
Revenu net d'intérêt	(1 637) \$	- \$	(195) \$	- \$	1 832 \$	- \$
Impôts sur le revenu	573	-	67	-	(640)	-
Revenu net	(1 064) \$	- \$	(128) \$	- \$	1 192 \$	- \$

Autres revenus

En milliers de dollars (non vérifiés)	2005			
	T4	T3	T2	T1
Frais et commissions sur prêts et dépôts				
Frais bancaires sur les dépôts			12 145 \$	11 538 \$
Commissions sur prêts			7 517	7 499
Commissions sur carte de crédit			2 483	2 509
Sous-total - frais et commissions sur prêts et dépôts			22 145	21 546
Autres				
Revenus de trésorerie et de marchés financiers			1 566	4 215
Activités de courtage			4 899	4 931
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement			2 238	2 832
Revenus de régimes enregistrés autogérés			3 023	2 960
Revenus d'assurance			2 004	1 658
Revenus de titrisation			719	3 061
Autres			2 297	2 246
Sous-total - autres			16 746	21 903
Total - autres revenus			38 891 \$	43 449 \$
En % de l'actif moyen			0,99 %	1,05 %

En milliers de dollars (non vérifiés)	2004			
	T4	T3	T2	T1
Frais et commissions sur prêts et dépôts				
Frais bancaires sur les dépôts	11 317 \$	11 461 \$	11 728 \$	11 311 \$
Commissions sur prêts	8 255	7 487	8 572	7 814
Commissions sur carte de crédit	2 491	3 128	2 530	3 089
Sous-total - frais et commissions sur prêts et dépôts	22 063	22 076	22 830	22 214
Autres				
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	789	5 734	11 391	12 706
Activités de courtage	5 060	4 579	5 128	5 456
Gain sur cession d'actifs	-	9 082	4 435	-
Revenus tirés de la vente et de la gestion de fonds communs de placement	3 182	3 140	3 582	2 982
Revenus de régimes enregistrés autogérés	2 979	2 885	3 326	3 051
Revenus d'assurance	1 504	1 141	1 591	1 825
Revenus de titrisation	266	2 191	1 713	267
Autres	3 048	2 085	2 647	2 001
Sous-total - autres	16 828	30 837	33 813	28 288
Total - autres revenus	38 891 \$	52 913 \$	56 643 \$	50 502 \$
En % de l'actif moyen	0,95 %	1,31 %	1,41 %	1,22 %

Frais autres que d'intérêt

En milliers de dollars (non vérifiés)	T4	T3	T2	2005 T1
Salaires et avantages sociaux			45 647 \$	44 807 \$
Frais de locaux et technologie				
Amortissement			7 462	7 475
Loyers et impôts fonciers			8 389	8 387
Équipements et services informatiques			9 036	9 243
Entretien et réparation			1 550	1 131
Services d'utilité publique			333	276
Autres			(62)	354
Sous-total - locaux et technologie			26 708	26 866
Autres frais				
Taxes et assurances			5 691	6 447
Honoraires et commissions			3 965	3 545
Communications et frais de déplacement			4 362	4 373
Publicité et développement des affaires			3 736	2 935
Articles de bureau et publications			1 603	1 705
Recrutement et formation			493	643
Autres			554	367
Sous-total - autres frais			20 404	20 015
Total - frais autres que d'intérêt			92 759 \$	91 688 \$
En % de l'actif moyen			2,37 %	2,22 %

En milliers de dollars (non vérifiés)	T4	T3	T2	2004 T1
Salaires et avantages sociaux	44 617 \$	46 330 \$	45 844 \$	46 138 \$
Frais de locaux et technologie				
Amortissement	7 740	8 000	9 345	9 412
Loyers et impôts fonciers	8 373	8 442	8 433	8 116
Équipements et services informatiques	9 585	6 750	6 960	6 824
Entretien et réparation	1 477	1 068	1 292	994
Services d'utilité publique	193	212	344	277
Autres	(1 067)	577	624	711
Sous-total - locaux et technologie	26 301	25 049	26 998	26 334
Autres frais				
Taxes et assurances	5 488	5 381	7 454	6 771
Honoraires et commissions	4 925	4 319	4 447	3 431
Communications et frais de déplacement	3 755	4 187	3 962	4 167
Publicité et développement des affaires	3 239	3 438	2 527	2 410
Articles de bureau et publications	1 470	1 445	1 766	1 333
Recrutement et formation	567	328	519	779
Autres	925	1 023	649	1 403
Sous-total - autres frais	20 369	20 121	21 324	20 294
Total - frais autres que d'intérêt	91 287 \$	91 500 \$	94 166 \$	92 766 \$
En % de l'actif moyen	2,23 %	2,26 %	2,34 %	2,24 %

Capital réglementaire - BRI

En milliers de dollars (non vérifié)	Au 30 avril 2005	Au 31 octobre 2004	Au 30 avril 2004
Capital de première catégorie			
Actions ordinaires	248 593 \$	248 593 \$	247 845 \$
Bénéfices non répartis	436 404	428 159	430 632
Actions privilégiées non cumulatives, incluant le passif lié aux actions privilégiées	210 000	209 685	224 411
Participation sans contrôle dans des filiales	6 462	6 333	48 786
Moins : écarts d'acquisition	(53 790)	(54 029)	(54 029)
Total - capital de première catégorie (A)	847 669	838 741	897 645
Capital de seconde catégorie			
Actions privilégiées non cumulatives (1)	-	315	85 589
Débentures subordonnées	200 000	250 525	400 000
Provisions générales	65 250	65 250	70 203
Total - capital de seconde catégorie	265 250	316 090	555 792
Investissement dans une société satellite, titrisation et autres	(37 271)	(41 016)	(45 288)
Capital réglementaire - BRI (B)	1 075 648 \$	1 113 815 \$	1 408 149 \$
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (C)	8 349 312 \$	7 985 731 \$	8 093 364 \$
Ratio BRI de première catégorie (A/C)	10,2 %	10,5 %	11,1 %
Ratio BRI total (B/C)	12,9 %	14,0 %	17,4 %
Ratio actif / fonds propres	15,5 x	15,0 x	11,9 x
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques	7,4 %	7,6 %	8,3 %

(1) Représente le montant des actions privilégiées excédant 25% du capital de première catégorie.

Actif pondéré en fonction des risques

En milliers de dollars (non vérifié)	Au 30 avril 2005	Au 31 octobre 2004	Au 30 avril 2004
ÉLÉMENTS INSCRITS AU BILAN			
Liquidités	54 966 \$	68 268 \$	129 037 \$
Valeurs mobilières	431 212	255 088	278 609
Prêts hypothécaires	2 246 809	2 123 238	2 014 164
Autres prêts et engagements de clients en contrepartie d'acceptations	4 956 556	4 827 273	4 848 327
Autres éléments d'actifs	498 601	542 900	552 565
Provisions générales	65 250	65 250	70 203
Total - éléments inscrits au bilan	8 253 394	7 882 017	7 892 905
ÉLÉMENTS HORS BILAN			
Produits dérivés	47 804	50 185	54 251
Engagements de crédit	48 114	53 529	146 208
Total - actif pondéré en fonction des risques	8 349 312 \$	7 985 731 \$	8 093 364 \$

Actif administré

En milliers de dollars (non vérifié)	Au 30 avril 2005	Au 31 octobre 2004	Au 30 avril 2004
REER et FERR autogérés	7 922 020 \$	8 378 207 \$	8 891 857 \$
Institutionnels	1 869 863	2 695 221	2 559 886
Actifs de courtage de clients	1 657 158	1 390 073	1 389 654
Fonds communs de placement	1 183 600	1 331 900	1 391 800
Prêts hypothécaires sous gestion	783 373	799 663	1 263 295
Autres - Particuliers	285 074	283 432	284 412
Total - actif administré	13 701 088 \$	14 878 496 \$	15 780 904 \$